

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
21 juin au 4 juillet 2025

Le chiffre à retenir

2,25%

**La Bank Al-Maghrib
maintient son taux
directeur**

Lors de sa réunion trimestrielle du 24 juin 2025, le Conseil de Bank Al-Maghrib (BAM) a décidé de maintenir son taux d'intérêt à 2,25%. Ce statu quo a été justifié par l'évolution de l'inflation, inférieure à 1% en moyenne sur 2025 (sous la cible des 2%), la nette accélération de la croissance hors secteur agricole et l'ancrage des anticipations d'inflation.

Compte tenu des incertitudes liées aux nouvelles politiques commerciales américaines et aux tensions géopolitiques, BAM a estimé que la politique monétaire actuelle reste appropriée. Par ailleurs, elle note que les récentes baisses du taux directeur commencent à se transmettre dans l'économie puisque les taux débiteurs effectifs sur les crédits ont reculé de 45 points de base cumulés depuis juin 2024, pour s'établir au premier trimestre 2025 à 4,98%, signe d'une détente progressive des conditions de prêts, notamment pour les entreprises. BAM suit également de près le programme public de soutien aux TPE (très petites entreprises), lancé en mars 2025, visant à simplifier l'accès au crédit et à renforcer les garanties pour ce segment.

Du côté des perspectives macroéconomiques, la BAM table sur une inflation autour de 1% sur 2025, du fait de l'amélioration de l'offre et du recul des prix alimentaires et pétroliers. De plus, la croissance devrait rebondir à environ 4,6% en 2025, tirée par les investissements publics liés aux grands chantiers du royaume (transition écologique et Mondial 2030 notamment).

Activités macroéconomiques & financières

Financement : les sociétés de financement mobilisent 225 Mds MAD en 2024

A fin 2024, l'Association professionnelle des sociétés de financement (APSF) a annoncé que ces établissements (crédit-bail, affacturage, crédit à la consommation, etc.) ont injecté plus de 225 Mds MAD en 2024 dans l'économie marocaine, soit +5,6% par rapport à 2023. Ce soutien financier se concentre principalement sur les particuliers et les très petites à moyennes entreprises, où il alimente la consommation domestique et les investissements privés. Il intervient dans un contexte de croissance modérée du crédit bancaire (4,1% en glissement annuel à début 2025), signe que les sociétés de financement jouent un rôle pour pallier la prudence générale des banques et accompagner la demande interne. Parallèlement, le secteur s'est engagé dans plusieurs chantiers de modernisation avec la loi sur les Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC). Promulguée en 2024, celle-ci permet aux sociétés de financement d'accéder à des données additionnelles (hors score des bureaux de crédit) afin de mieux apprécier la solvabilité des emprunteurs et prévenir le surendettement.

Microfinance : relèvement des plafonds pour dynamiser le microcrédit

Le gouvernement a adopté le 3 juillet 2025 un décret d'application de la loi n°50.20 (publiée en juillet 2021) révisant les plafonds des microcrédits et des ressources mobilisables par les institutions de microfinance. Le texte encadre l'exercice des activités de micro assurance et fixe le montant maximal des prêts octroyés et de fonds reçus, différenciés selon la catégorie d'établissement, la nature de leurs activités ainsi que leur solidité financière. Cette réforme s'inscrit dans une volonté d'élargir l'offre des services financiers inclusifs pour les populations non bancarisées et de renforcer le financement des TPE (très petites entreprises) et de l'auto-emploi. Ce nouveau cadre répond à la dynamique actuelle du microcrédit au Maroc puisque l'encours global du secteur a progressé de 9,3% (9,45 Mds MAD) et les TPE représentent environ 21% du portefeuille global. Cette croissance a été favorisée par les garanties publiques, notamment via Tamwilcom, et par l'élévation récente du plafond réglementaire de microcrédits de 50 000 à 150 000 MAD, permettant aux entrepreneurs modestes d'accéder à des montants plus importants. L'objectif à terme est de mieux répondre aux besoins de financement des petites activités génératrices d'emplois et des revenus faibles, tout en s'inscrivant dans les stratégies nationales de développement économique et social.

Financement : l'ONEE relance une titrisation de 2,5 Mds MAD

Confrontée à une trésorerie sous tension et à d'importants projets d'investissement, la branche électricité de l'ONEE réitère le recours à la

titrisation avec la création début juillet 2025 du fonds « FT Power Grid » pour émettre 2,5 Mds MAD de titres adossés à des créances commerciales futures, liées à ses ventes d'électricité aux clients grands comptes.

Le mécanisme repose sur la cession au fonds des créances à venir (hors impayés) générées par les contrats avec les clients éligibles, et est assortie d'un volet « rechargement » jusqu'en février 2028, permettant l'ajout régulier de nouvelles créances au portefeuille de fonds. En mobilisant ainsi des ressources sur le marché des capitaux, l'ONEE diversifie ses financements et atténue la pression de ses lignes de crédits bancaires traditionnelles. Pilotée par Attijari Titrisation avec Attijariwafa Bank, cette opération s'inscrit dans la stratégie de levée de fonds de l'ONEE, qui utilise la titrisation depuis plusieurs années pour renforcer son bilan et financer ses programmes de développement.

Grands projets, environnement, industries

Industrie : COBCO inaugure à Jorf Lasfar sa première unité industrielle de production de matériaux pour batteries électriques

Le 25 juin, COBCO a inauguré à Jorf Lasfar sa première unité industrielle de production de matériaux pour batteries électriques. Cette usine est le fruit d'une alliance entre le fonds Al Mada et le chinois CNGR Advanced Materials, numéro un mondial des précurseurs de cathodes. Implantée sur 238 hectares au sein du complexe chimique de l'OCP, à proximité d'un port en eaux profondes, l'usine démarre la production de précurseurs Nickel-Manganèse-Cobalt (NMC), composants essentiels des batteries lithium-ion pour véhicules électriques. L'investissement global s'élève à 20 Mds MAD (1,9 Md EUR) pour trois sites industriels majeurs. À terme, COBCO pourra également produire des cathodes LFP (Lithium-Fer-Phosphate), raffiner des métaux critiques (phosphate, cobalt, manganèse) et recyclera 30.000 tonnes de *black mass* par an. Le chantier aura mobilisé plus de 5.000 ouvriers et à pleine capacité, le site pourra générer jusqu'à 1.800 emplois directs hautement qualifiés.

Energie : le détail du plan d'investissement de 120 milliards de dirhams de l'ONEE

Face à la hausse continue de la demande en électricité et dans la perspective d'un mix énergétique dominé par les renouvelables, l'ONEE – Branche Électricité – prévoit un investissement massif de 120 Mds MAD (environ 11 Mds EUR) sur la période 2025-2030. Ce plan vise à développer 15 672 MW de capacités supplémentaires, dont 12 445 MW en énergies renouvelables. Plus de 57,7 Mds MAD (5,5 Mds EUR) seront consacrés à l'éolien et 33 Mds MAD (3 Mds EUR) au solaire. Le reste du programme concerne des projets thermiques, à hauteur de 3 227 MW pour 19,7 Mds MAD (1,8 Md EUR). S'ajoutent des capacités de stockage électrique de 1 500 MW pour un budget de 5,7 Mds MAD (500 M EUR). Pour l'activité Transport, un budget global de 27 Mds MAD (2,5 Mds EUR), hors autoroute électrique entre Dakhla et Casablanca.

Gaming : forte présence française à l'occasion de la seconde édition du Morocco Gaming Expo

Le Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication du Maroc a organisé la deuxième édition du Morocco Gaming Expo du 1er au 6 juillet à Rabat. Le Maroc a pour ambition de se positionner comme un acteur clé de ce secteur en Afrique et dans la région MENA avec pour objectif de capter 1% du marché mondial du jeu vidéo évalué aujourd'hui à 300 Mds USD. Le Royaume souhaite développer une industrie locale du gaming ; l'ouverture d'une Cité du gaming de 5 hectares, qui réunira les acteurs de cet écosystème, est d'ores et déjà prévue à Rabat. Une délégation d'une trentaine de professionnels français du secteur (développeurs, éditeurs, formateurs) a participé à cet événement, avec l'appui de l'Institut Français du Maroc.

Deux programmes lancés dans le cadre de la coopération franco-marocaine ont été mis en avant : « Video Game Creator », qui propose une formation certifiante de dix mois, axée sur le développement et la créativité, et « Video Game Incubator », qui accompagne neuf studios marocains émergents à travers un mentorat et des formations spécialisées. Enfin deux entreprises françaises, TA Publishing (production de jeux vidéo) et Gamearly (plateforme connectant développeurs, studios et gamers pour réinventer le financement, la création et la distribution de jeux vidéo), ont annoncé leur implantation au Maroc.

Industrie : Renault installe son centre d'ingénierie automobile à Tétouan et célèbre la production de la 2000^{ème} Mobilize Duo, véhicule électrique

Le nouveau site du constructeur automobile français sera opéré par Renault Technologie Maroc (RTMA), le centre d'ingénierie du groupe Renault dédié à la recherche et au développement. Au-delà du siège social de Tétouan, RTMA disposera d'un centre au sein de l'usine Renault Group de Tanger, afin de maximiser les synergies entre développement technologique et production industrielle. Avec une capacité de 500 000 véhicules par an, le Maroc est le 2^{ème} base industrielle du groupe Renault dans le monde. Le constructeur a par ailleurs célébré le 4 juillet la sortie des chaînes de Tanger de la 2000^{ème} Mobilize Duo, premier véhicule 100% électrique produit par le groupe au Maroc.

Forte progression des exportations agroalimentaires russes vers le Maroc au premier semestre 2025

Après leur triplement en 2024 pour atteindre 280 M USD, les exportations agroalimentaires russes vers le Maroc continuent de progresser en 2025. Entre janvier et avril 2025, plus de 8 000 t d'huile de colza, 1 400 t de tourteaux de soja et 124 000 t de blé ont été livrées, en hausse de 130% sur un an pour ce dernier. Le Maroc est devenu le premier acheteur d'aliments pour animaux russes au premier semestre 2025 avec, selon l'autorité fédérale russe Rosselkhoznadzor, une multiplication des volumes par quatorze par rapport à la même période de 2024 (quand ils n'excédaient pas 7 000 t).

Efficacité énergétique : INEE, première ESCO agréée au Maroc

Filiale du Groupe CDG, Innovative Energy & Efficiency (INEE) est la première entreprise à obtenir l'agrément officiel d'Entreprise de Services Énergétiques (ESCO), délivré par le Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable, dans le cadre du Décret n°2-24-153 appliquant la Loi n°47-09 relative à l'efficacité énergétique. A travers des Contrats de Performance Énergétique avec un engagement sur les performances énergétiques réalisées, INEE accompagnera les acteurs publics et privés dans leurs stratégies de décarbonation.

Numérique : organisation de la 1^{ère} édition des Assises Nationales de l'Intelligence Artificielle

Le Ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration a organisé les 1 et 2 juillet à l'Université Mohammed VI Polytechnique à Rabat la première édition des Assises Nationales de l'Intelligence Artificielle (IA) sur le thème « une stratégie IA efficiente et éthique au service de notre société ». Une dizaine de domaines tant sectoriels (éducation, sport, santé, agriculture, etc.) que transversaux (éthique, souveraineté, gouvernance, confiance, etc.), où l'IA peut avoir un impact transformateur pour le Maroc, ont fait l'objet d'échanges. M. Martin Tisné, à la tête de l'Initiative mondiale « Current AI » lancée lors du Sommet pour l'action sur l'IA organisé à Paris en février dernier, a participé à cet événement. A cette occasion, le Maroc et Current AI ont officialisé un partenariat pour promouvoir une IA d'intérêt général en Afrique soutenu par un engagement financier du gouvernement marocain qui permettra de conduire des programmes pilotes consacrés à la diversité linguistique, la santé et la redevabilité. Le Maroc sera l'un des membres fondateurs de Current AI dont l'AG constitutive se tiendra le 22 juillet prochain.

Environnement : lancement d'un appel d'offres pour la gestion déléguée du centre d'enfouissement et de valorisation des déchets ménagers à Tanger

L'Etablissement de coopération Intercommunale AI Boughaz a lancé un appel d'offres international ouvert sur offres de prix pour la gestion déléguée du centre d'enfouissement et de valorisation (CEV) des déchets AI Boughaz et du centre de transfert de Tanger. Les investissements prévus dans le cadre de ce contrat sont notamment la construction d'une station de traitement des lixiviats, la réalisation d'ouvrages de traitement, de valorisation et d'enfouissement (taux de valorisation attendu des déchets d'au moins 20%), l'installation d'ouvrages de récupération, de traitement et de valorisation énergétique du biogaz, la construction d'une unité de bio séchage et de production de combustible solide de recyclage (CSR, utilisé par les cimentiers) et d'une unité de compostage. L'ouverture des plis est prévue le 15 septembre prochain.

Bailleurs, coopération internationale

Transition énergétique : la BERD accorde 300 M EUR de prêt durable à l'ONEE

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a accordé un prêt de 300 M EUR à l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) du Maroc pour un financement inédit (le premier de ce type dans le secteur de l'énergie au Maghreb), structuré en Sustainability-Linked Loan (prêt indexé sur des objectifs de durabilité). Il s'inscrit dans une feuille de route nationale qui vise à porter à 52% sa part d'EnR dans son mix électrique à l'horizon 2030, avec l'objectif d'associer financement et transition verte. Ces fonds serviront notamment à renforcer le bilan financier de l'ONEE et à atténuer les impacts de la crise énergétique mondiale. Dans ce cadre, l'ONEE s'est aussi engagée à retirer progressivement certaines centrales thermiques les plus polluantes, en accord avec l'ambition marocaine de neutralité carbone d'ici 2050 annoncée à la COP28. La BERD accompagnera également l'Office via un appui technique pour élaborer une stratégie de décarbonation à long terme et améliorer sa gouvernance climatique ainsi que la numérisation de ses activités.

Investissement : la BAD mobilise 300 M EUR pour l'emploi et la résilience climatique

Fin juin 2025, la Banque africaine pour le développement a approuvé plus de 300 M EUR de financements destinés au Maroc, réparti notamment en deux volets complémentaires : 181,8 M EUR pour le Programme d'appui au renforcement de la gouvernance économique et de la résilience au changement climatique (PGRCC II) et 110 M EUR destiné au Programme d'appui sur le financement de l'entrepreneuriat pour la création d'emplois (PAFE-Emplois). Le premier a pour objectif de dynamiser l'économie nationale en renforçant la compétitivité, ainsi que l'investissement privé, ainsi que la résilience aux chocs (notamment climatique), avec un soutien particulier pour la modernisation des secteurs de l'eau et de l'énergie, en cohérence avec la transition écologique du pays. Le volet PAFE-Emplois a, quant à lui, vocation de promouvoir l'entrepreneuriat et de stimuler la création d'emploi, notamment dans les TPME, en renforçant les dispositifs publics d'accompagnement des entrepreneurs. Ces deux programmes, complémentaires, espèrent consolider la compétitivité de l'économie marocaine tout en générant des opportunités d'investissement et d'emploi pour les jeunes et les femmes.

Indicateurs macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	2,9 %	-	-	1,5 %	-	-
FMI	2,8 %	1,5 %	13,2 %	2 %	4,1 %	69,1 %
Bank Al-Maghrib	3 %	0,9 %	-	1 %	-	-
Haut-Commissariat au Plan	3 %	0,9 %	13,3 %	1,5 %	3,5 %	69,8 %

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,9 %	3,8 %	-	1,5 %	-	-
FMI	3,9 %	2,3 %	12,6 %	1,5 %	3,8 %	68,3 %
Bank Al-Maghrib	-	-	-	-	-	-
Haut-Commissariat au Plan	3,8 %	-	-	1,5 %	3,9 %	69,9 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr